
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 01/AONR/MINREX/CIPM/CCCM-BEC/2025 DU 08 SEPT 2025 POUR LA MAÎTRISE D'OEUVRE PARTIELLE (CONTRÔLE ET SURVEILLANCE) DE L'EXTENSION DU BÂTIMENT DE L'INSPECTION GENERALE (PHASE 2) DU MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre des travaux d'extension du bâtiment abritant les services de l'Inspection Générale, Le Ministre des Relations Extérieures, Maître d'Ouvrage, lance, en procédure d'urgence, un Appel d'offres National Restreint pour la maîtrise d'œuvre partielle (contrôle et surveillance) des travaux de l'extension du bâtiment de l'Inspection Générale (Phase 2) du Ministère des Relations Extérieures.

Il s'agit de contrôler les travaux suivants :

- Extension du bâtiment abritant les services de l'Inspection Générale (phase 2) ;
- travaux supplémentaire de la phase 1 de l'étage 2 pour l'extension du bâtiment abritant les sévices de l'Inspection Générale;
- réhabilitation du Rez-de-chaussée du bâtiment abritant les services de la Direction des Affaires Générale.

Le présent Appel d'Offres fait suite à l'Appel à Manifestation d'Intérêt N°01/ASMI/MINREX/2024, publié le 15 février 2024, dans le Journal des Marchés.

2. Consistance des Prestations

Les Prestations comprennent notamment :

L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution ;

La direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier (OPC) ;

L'assistance aux opérations de réceptions (AOR) et pendant la période de garantie.

3. Tranches/Allotissement

Les présentes prestations ne sont ni réparties en tranches ni en lots.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quatre-vingt-cinq millions (85.000.000) FCFA.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de douze (12) mois.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Bureaux d'Etudes Techniques de droit camerounais ayant été pré-qualifiés par le communiqué N° 018/DIPL/D12/SDBMM/SM du 2 avril 2024 portant publication des résultats de l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt N° 01/ASMI/MINREX/2024 du 15 février 2024, et dont la liste restreinte se présente dans le Tableau ci-après.

N°	Noms des candidats préqualifiés	Adresse	Contact
1	CREACONSULT SARL	BP : 11 735 Douala	Tél. : 233 42 63 85
2	NEW DESIGN BUILTSHINE	BP :30 320 Yaoundé	Tél. : 675 16 64 95 679 13 97 70
3	MAKOO CONSTRUCTION	BP 30 534 Yaoundé	Tél. : 677 05 36 27

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget d'Investissement Public du MINREX, exercices 2025 et suivant sur la ligne d'imputation budgétaire N°59 06 090 02 340010 523111

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission (timbré, acquitté à la main, daté et signé, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC), délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million sept cent mille (1.700.000) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission (timbrée, acquittée à la main, datée et signée, accompagnée du récépissé de consignation délivré par la CDEC), (timbrée, acquittée à la main, datée et signée, accompagnée du récépissé de consignation délivré par la CDEC), délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission (timbrée, acquittée à la main, datée et signée, accompagnée du récépissé de consignation délivré par la CDEC), présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables, à la Direction des Affaires Générales (Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés, Porte 508, Tél. : 222 20 39 40) du Ministère des Relations Extérieures à Yaoundé, et la version électronique sur le site web www.diplocam.cm et sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent Avis par voie de presse écrite, par voie d'affichage dans les locaux du Ministère des Relations Extérieures et/ou par voie électronique.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales (Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés, Porte 508, Tél. : 222 20 39 40) du Ministère des Relations Extérieures à Yaoundé, dès publication du présent Avis par voie de presse écrite, par voie d'affichage dans les locaux du Ministère des Relations Extérieures et/ou par voie électronique, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de **Soixante Onze Mille (71 000) Francs CFA**, représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir le Dossier d'Appel d'Offres par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus-indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, au plus tard le **07 OCT 2025** à 13 heures précises.

Une clé USB/DVD/CD de sauvegarde de l'offre ainsi que l'original de la caution de soumission, sous pli scellé portant l'indication claire et lisible de « clé USB/DVD/CD de sauvegarde » et des références de l'Appel d'Offres.

« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 01/AONR/MINREX/CIPM/CCCM-BEC/2025 DU **08 SEPT 2025** EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LA MAÎTRISE D'OEUVRE PARTIELLE (CONTRÔLE) DE L'EXTENSION DU BÂTIMENT DE L'INSPECTION GENERALE (PHASE 2) DU MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES. A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

devront être déposés contre récépissé à la Direction des Affaires Générales (Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés, Porte 508, Tél. : 222 20 39 40) du Ministère des Relations Extérieures à Yaoundé, au plus tard le **07 OCT 2025** à 13 heures précises. Le non accomplissement de cette formalité dans le délai est une cause d'irrecevabilité des offres.

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;

- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

Dans un premier temps, l'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le **07 OCT 2025** à 14 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINREX dans la salle de réunions de la Direction des Affaires d'Amérique et des Caraïbes Sise au MINREX.

Dans un deuxième temps et à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et de l'évaluation des propositions techniques, Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 70% seront ouvertes le **09 OCT 2025** à 14 heures précises par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'enveloppe C contenant une copie supplémentaire de la proposition financière (offre témoin scellée) qui sera transmise à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation, conformément à l'Article 92 alinéa 8, du Décret N° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

N.B. : Cette enveloppe C contenant une copie de l'offre financière rédigée en français ou en anglais devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 01/AONR/MINREX/CIPM/CCCM-BEC/2025 DU 08 SEPT 2025 EN
PROCEDURE D'URGENCE, POUR LA MAÎTRISE D'OEUVRE PARTIELLE
(CONTRÔLE ET SURVEILLANCE) DE L'EXTENSION DU BÂTIMENT DE
L'INSPECTION GENERALE (PHASE 2) DU MINISTERE DES RELATIONS
EXTERIEURES.**

**COPIE TEMOIN DE L'OFFRE FINANCIERE, A NE PAS OUVRIR ET A TRANSMETTRE
A L'ARMP POUR CONSERVATION ».**

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

- A. Absence ou non-conformité de la caution de soumission (timbrée, acquittée à la main, datée et signée, accompagnée du récépissé de consignation délivré par la CDEC), lors de l'ouverture des plis ;
- B. Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif au-delà du délai supplémentaire de 48 heures à accorder, le cas échéant (excepté le cautionnement de soumission) ;
- C. Pièce(s) falsifiée(s), fausse(s) pièce(s), fausse(s) déclaration(s) ou manœuvres frauduleuses ;
- D. Absence de déclaration sur l'honneur attestant le non-abandon d'un marché au cours des trois dernières années et l'absence du soumissionnaire sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
- E. Non présentation de l'attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC) pour le Chef de mission ;
- F. Non présentation de l'attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC) pour le Technicien de suivi (Génie civil) ;
- G. L'absence de l'attestation de catégorisation, le cas échéant;
- H. Absence de l'offre financière témoin ;
- I. Note technique inférieure à soixante-dix (70) points sur cent (100).
- J. Omission d'un prix unitaire ou forfaitaire quantifié ;
- K. Omission d'un sou-détail de prix unitaire ou forfaitaire quantifié ;
- L. Non-respect des formats de fichiers requis pour la soumission des offres en ligne ;
- M. Absence de la clé USB/DVD/CD de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ou de l'original de la caution de soumission (timbré, acquitté à la main, daté et signé, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC) ;
- N. Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- O. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- P. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront sur :

- + Personnel proposé ;
- + Qualité de l'offre, organisation, méthodologie et planning d'exécution des prestations;
- + Ressources matérielles et logistiques à mobiliser ;
- + Références dans le domaine des prestations similaires livrées ;
- + Disponibilité des ressources financières ou accès à une ligne de crédit.

Seules les offres, conformes pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, qui satisfont à au moins soixante-dix pour cent (70%) de la note des critères essentiels à l'issue de cette évaluation technique, sont admises à l'évaluation financière.

16. Attribution

Le Marché est attribué au Soumissionnaire dont l'offre, conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, satisfait à au moins soixante-dix pour cent (70%) de la note des critères essentiels et est évaluée la mieux-disante.

17. Durée de validité des offres

Les Soumissionnaires restent engagés par leurs propositions pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la Direction des Affaires Générales (Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés, Porte 508, Tél. : 222 20 39 40) du Ministère des Relations Extérieures à Yaoundé ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

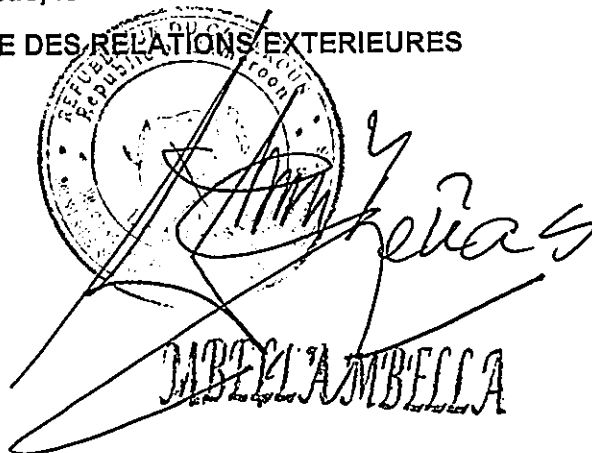
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro Ou le MINREX au numéro 222 20 39 40.

Copie :

- MINMAP (pour publication sur la plateforme COLEPS)
- ARMP (pour publication dans le Journal des Marchés Publics)
- Ministre des Relations Extérieures (MINREX)
- Commission Interne de Passation des Marchés, CIPM/MINREX
- SOPECAM (pour publication dans Cameroon Tribune)
- Affichage/Archives

Yaoundé, le 08 SEPT 2025

LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES



The block contains an official circular stamp of the Ministry of Foreign Relations of the Republic of Cameroon. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink. Below the signature, the name 'MBELLA MBELLA' is printed in a bold, sans-serif font.

MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS

INTERNAL TENDERS BOARD

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
No.01/RNIT/MINREX/ITB/CCCM-BEC/2025 OF...0.8..SEPT 2025

FOR THE PARTIAL PROJECT MANAGEMENT (CONTROL AND MONITORING) OF EXTENSION WORKS ON THE BUILDING HOSTING THE SERVICES OF THE GENERAL INSPECTORATE (PHASE II) WITHIN MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS

1-PURPOSE

As part of the expansion work on the building housing the General Inspectorate's services, the Minister of Foreign Affairs, Project Owner, is issuing, under emergency procedure, a Restricted National Call for Tenders for partial project management (control and supervision) of the work on the extension of the General Inspectorate's building (Phase 2) of the Ministry of Foreign Affairs.

This involves supervising the following works:

- Extension of the building housing the General Inspectorate's services (Phase 2);
- Additional work on the second floor of Phase 1 for the extension of the building housing the General Inspectorate's services;
- Renovation of the ground floor of the building housing the General Affairs Department's services.

This Call for Tenders follows Call for Expressions of Interest No. 01/ASMI/MINREX/2024, published on February 15, 2024, in the public contracts journal.

2-CONSISTENCY OF BENEFITS:

Services include:

- Examination of conformity with the project and approval of the execution studies;
- The management of the execution of the works contract (DET);
- Scheduling, management and coordination of the site (OPC);
- Assistance with reception operations (AOR) and during the warranty period.
- Specifically, they relate to technical, geotechnical and environmental impact of said extension works, to be carried out by the Company under contract with the Ministry of External Relations, and the support in this regard of the Project Owner in its monitoring missions.

3-ALLOTMENT:

These services are not divided into tranches or lots.

The scope of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this tender.

4- PROVISIONAL COST:

The target cost of the services, subject of the Call for Tenders, is estimated at Eighty-Five Million (85,000 000) of CFA Francs.

5-EXECUTION DEADLINE:

The execution period for works, in this call for tenders is ten (10) months and this runs from the notification of the service order for commencement of work.

6- PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Call for Tenders is open to Cameroonian Legal Technical Design Offices having been prequalified by release No.018/DIPL/D12/SDBMM/SM of April 2 2024, publishing

the results of the Notice of Request for Expression of Interest No. 01/ASMI/MINREX/2024 of February 15, 2024, and the restricted list of which is presented in the Table below:

	Names of prequalified candidates	Address	Contact
	CREACONSULT SARL	P.O Box 11 735 Douala	Phone : 233 42 63 85
	NEW DESIGN BUILTSHINE	P.O Box 30 320 Yaounde	Phone: 675 16 64 95 679 13 97 70
	MAKOO CONSTRUCTION	P.O Box 30 534 Yaounde	Phone : 677 05 36 27

7- FUNDING

The services, purpose of this Invitation to Tender, shall be funded by the Public Investment Budget of the Ministry of External Relations, Financial Year 2025, Budget line No. 59 06 090 02 340010 523111.

8- SUBMISSION METHOD

The method of submission selected for this Call for Tenders is online.

9-BID BOND:

The bids must include a bid bond issued by a bank or financial institution authorised by the Minister of Finance of an amount of **one million seven hundred thousand (1 700 000) CFA francs** and according to section 14 of the tender file.

The validity of the bond shall be **thirty (30) days**, as from the deadline for submission of bids. The absence of the bid bond (stamped, paid by hand, dated and signed, accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), (stamped, paid by hand, dated and signed, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC), issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement, will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond (stamped, paid by hand, dated and signed, accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10- CONSULTATION OF THE TENDER FILE

The Tender Documents may be freely consulted during working hours at the Department of General Affairs (Sub-Department for Budget, Equipment and Maintenance, Procurement Service, Room 508, Tel: 222 20 39 40) of the Ministry of External Relations in Yaounde, or on the website www.diplocam.cm, upon publication of this Notice in the print media and on notice boards in the premises of the Ministry of External Relations and/or electronically or online on the COLEPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

11- ACQUISITION OF TENDER FILE

The Tender Documents may be obtained from the Department of General Affairs (Sub-Department for Budget, Equipment and Maintenance, Procurement Service, Room 508, Tel: 222 20 39 40) of the Ministry of External Relations in Yaounde upon publication of this Notice in the print media and on notice boards in the premises of the Ministry of External Relations, against presentation of a receipt confirming payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **71,000 (seventy one thousand) CFA francs**, representing the purchase fee of the tender documents.

It is also possible to obtain the Tender Document by free download on the COLEPS platform available at the above-mentioned addresses for the electronic version. However, the online submission is conditional on the payment of the costs of purchasing the tender documents.

12- SUBMISSION OF BIDS

Each offer must be written in French or English.

The offer must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than 07 OCT 2025 at 1 p.m. prompt.

A USB flash drive/DVD/CD for backing up the offer, along with the original bid bond, in a sealed envelope clearly and legibly labeled "backup USB flash drive/DVD/CD" and the reference number of the Call for Tenders:

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER No.01/RNIT/MINREX/ITB/CCCM-BEC/2025 OF 08 SEP 2025.... FOR THE PARTIAL PROJECT MANAGEMENT (CONTROL AND MONITORING) OF EXTENSION WORKS ON THE BUILDING HOSTING THE SERVICES OF THE GENERAL INSPECTORATE (PHASE II) WITHIN MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS "TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"

must be deposited against receipt or sent by post by registered mail with acknowledgment of receipt to the General Affairs Department (Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance, Contracts Service, Door 508, Tel.: 222 20 39 40) of the Ministry of External Relations in Yaoundé, no later than 24th July, 2025 at 1p.m. prompt.

Size and format of the files

For online submission, the maximum sizes of the documents to be uploaded on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MO for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MO for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate will ensure to use compression software in order to possibly reduce the size of files to be transmitted.

13- ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in different separate envelopes and delivered in a sealed envelope.

Will be inadmissible by the Project Owner:

- the envelopes bearing information on the identity of the bidders,
- envelopes received after the submission deadlines and times.
- folds without indication of the identity of the Call for Tenders;
- envelopes that do not comply with the submission method

14- OPENING OF BIDS

The bid opening will be conducted in two stages.

First, the administrative documents and technical bids will be opened on 07 OCT 2025 at 2:00 p.m. prompt by the Internal Tenders Board of MINREX in the meeting room of the Directorate of American and Caribbean Affairs located at MINREX.

Second, and following the review of the administrative documents and the evaluation of the technical proposals, only the financial offers of bidders who obtained a qualifying technical score of 70% will be opened on 09 OCT 2025 at 2:00 p.m. sharp by the same Commission and in the same room at a later date after publication of the results of the technical evaluation. Successful Bidders may attend this opening session or make arrangements represented by a duly authorized person of their choice.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months from the original date of submission of tenders or have been established after the date of signature of the call for tenders.

In the event of absence or non-compliance of a document from the administrative file when opening the envelopes after a period of 48 hours granted by the Board, the offer will be rejected.

Envelop C containing another copy of the financial offer (sealed copy), to be transmitted to the Public Contract Regulatory Authority for conservation in accordance with sections 92 para.8 of decree No. 2018/366 of June 20, 2018 on the Public Contracts Code.

N.B.: This envelope C containing a copy of the financial offer written in French or English must bear the words:

"RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER No.01/RNIT/MINREX/ITB/CCCM-BEC/2025 OF 08 SEPT 2025....., UNDER EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE PARTIAL PROJECT MANAGEMENT (CONTROL AND MONITORING) OF EXTENSION WORKS ON THE BUILDING HOSTING THE SERVICES OF THE GENERAL INSPECTORATE (PHASE II) WITHIN THE MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS.

**"WITNESS COPY OF THE FINANCIAL OFFER, NOT TO BE OPENED,
TRANSMITTED TO THE PUBLIC TENDER REGULATORY BOARD FOR
CONSERVATION"**

15- MAIN EVALUATION CRITERIA

15-1 Eliminary Criteria

- A. Absence or non-compliance of the bid bond (stamped, paid by hand, dated and signed, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC), during the opening of the bids;
- B. Absence or non-compliance of a document in the administrative file beyond the additional period of 48 hours to be granted, where applicable (except for the bid bond);
- C. Falsified document(s), false document(s), false declaration(s) or fraudulent practices;
- D. Absence of a sworn statement attesting to the non-abandonment of a contract over the last three years and the absence of the bidder on the list of defaulting companies established by the MINMAP;
- E. Failure to present the certificate of registration with the National Order of Civil Engineers (ONIGC) for the Head of Mission;
- F. Failure to present the certificate of registration with the National Order of Civil Engineers (ONIGC) for the Monitoring Technician (Civil Engineering);
- G. Absence of the categorization certificate, if applicable;
- H. Absence of the financial offer witnesses;
- I. Technical score below seventy (70) points out of one hundred (100).
- J. Omission of a quantified unit or fixed price;
- K. Omission of a sub-detail of a quantified unit or fixed price;
- L. Failure to comply with the file formats required for online bid submission;
- M. Absence of the backup USB key/DVD/CD in case of a COLEPS platform malfunction or the original bid bond (stamped, hand-paid, dated and signed, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC);
- N. Absence of an element of the financial offer (the bid, the BPU, the DQE);
- O. Absence of the dated and signed integrity charter;
- P. Absence of the dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses.

15-2 Essential Criteria

The technical proposal of each Bidder, shall be evaluated on one hundred (100) points based on the following criteria:

- Proposed staff;
- Quality of the offer, organization, methodology and planning for execution of the work;
- Material and logistical resources to be mobilized;
- References in the field of similar services delivered;
- Availability of financial resources or access to a line of credit.

Only offers, which essentially comply with the requirements of the Tender Document, and meet at least seventy percent (70%) of the essential criteria score at the end of the technical evaluation, are admitted for the financial evaluation.

16- AWARDING OF THE CONTRACT

The Contract is awarded to the Tenderer whose offer, substantially compliant with the Tender Documents, satisfies at least seventy percent (70%) of the essential criteria score and is evaluated as the best bidder.

17- TENDER VALIDITY

Bidders shall remain committed by their bids for 90 (ninety) days from the deadline set for the submission of tenders.

18- ADDITIONAL INFORMATION

Further information may be obtained during working hours at the Department of General Administration (Sub-Department for Budget, Equipment and Maintenance, Procurement Service, Room 508, Tel: 222 20 39 40) of the Ministry of External Relations or online on the COLEPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19- FIGHT AGAINST CORRUPTION AND BAD PRACTICES

For any denunciation of corrupt practices, facts or acts, please call CONAC at number 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, Public Contract Regulatory Board, MINREX on the number 222 20 39 40.

Copies:

- MINMAP (for online publication on COLEPS)
- SOPECAM (for publication in Cameroon Tribune)
- ARMP (for publication in the Public Procurement Gazette)
- Tender Board/MINREX
- Notice Boards/Archives

Yaounde, 08 SEPT 2025

THE MINISTER OF EXTERNAL RELATIONS,

